

Bonsoir, Mesdames et Messieurs,

Tout d'abord je souhaiterais remercier les organisateurs de ce symposium, la Division de la Population des Nations Unies et la Fondation Roselli, pour leur invitation de la Mairie de Barcelone à participer à un débat international comme celui-ci.

Je souhaiterais vous transmettre les salutations du Maire de Barcelone, M. Joan Clos. Depuis quelques années, son encouragement pour que le rôle des gouvernements locaux dans le cadre international soit visible a été un engagement politique de premier niveau.

J'aimerais commencer par rappeler qu'il n'existe pas, pour un sujet aussi important que les migrations, de politique européenne des migrations, bien au-delà d'une coordination des aspects relatifs à la sécurité extérieure et au contrôle des frontières. Les politiques migratoires sont du ressort des États membres et ne sont pas précisément coordonnées.

D'autre part, quand, lors de symposiums internationaux comme celui-ci, nous parlons de migrations, il est nécessaire de tenir compte du fait que nous ne faisons pas référence à un concept abstrait ou lointain. Nous parlons de personnes qui ont émigré depuis leurs pays d'origine principalement pour des raisons économiques. Ces personnes, après avoir « atterri » dans le pays de destination, ont des besoins : ils cherchent un travail, ont besoin d'un logement, s'ils ont des enfants, ils doivent les scolariser, s'ils sont malades, ils ont besoin d'une assistance sanitaire et les jours fériés, ils veulent également profiter d'un jour de congé.

Toutes ces demandes et tous ces besoins finissent par se concentrer dans un espace précis : la municipalité. C'est pourquoi l'Administration locale a dû traditionnellement faire face à ce défi en première instance.

Ces dernières années, la majorité des municipalités d'Espagne ont subi une arrivée continue d'immigrés provenant de pays communautaires tiers. Cette croissance importante, tant en nombre que pour ce qui est de la diversité des origines, oblige les

administrations locales à apporter des réponses efficaces et efficientes, dans un contexte de réduction des ressources pour l'Administration locale.

Et pour aborder le phénomène migratoire, dans toutes ses dimensions, il faut toujours rappeler une chose qui-0. -1.7es dir r s

conséquences politiques de l'obstination à ne parler que de la fermeture des frontières ou de se désintéresser de ce qui se passe, mène directement à la rupture des bases sur lesquelles est fondée la cohabitation dans les villes. La xénophobie et

Il est donc évident qu'en termes macroéconomiques ou de la propre structure économique de la ville, l'immigration à Barcelone a créé une grande opportunité, à laquelle il faut ajouter l'enrichissement dans le domaine culturel et social qui renforce notre vocation cosmopolite et aux racines méditerranéennes.

Cependant, c'est dans le domaine des défis que nous devons particulièrement situer l'action des gouvernements municipaux. Les défis auxquels doivent faire face les villes d'accueil d'immigrés le sont tant que notre objectif final est **l'intégration des immigrés dans un contexte de cohésion sociale où la cohabitation est le bien le plus cher.** (Nous n'entendons pas l'intégration comme une simple assimilation des étrangers, il ne s'agit pas non plus de renforcer le regroupement des communautés ethniques en fonction de leur origine en créant la formation de mondes parallèles qui ne communiquent pas).

Cette formulation politique bénéficie dans le cas de Barcelone d'une valeur ajoutée qui dans d'autres villes européennes n'a pas été possible, et qui a supposé un grave inconvénient, et en définitive une grande faiblesse. À Barcelone en 2002 tous les groupes politiques du Conseil Municipal ont établi un accord politique selon lequel l'action du gouvernement municipal en matière d'immigration a été décidée de façon à être extraite du débat partisan, comme meilleure formule pour combattre certaines tentations ultra conservatrices et xénophobes avec une traduction politique très claire et qui nous éloignent de l'objectif de faire de la cohabitation le bien le plus cher.

La politique d'immigration reflétée dans notre Plan Municipal d'Immigration établit des critères et des programmes dont se dégagent des actions gouvernementales très concrètes. Ces objectifs politiques sont essentiellement liés à trois dimensions du phénomène migratoire dans la ville :

1. les conditions de vie des nouveaux venus
2. leur relation avec la population autochtone
3. et les quartiers de la ville en tant que cadre de cohabitation

Dans la première de ces dimensions, nous placerions les services de premier accueil pour les nouveaux venus comme unique service s'adressant spécialement aux immigrés. Parce que le pari ferme pour l'intégration passe par le fait de ne pas établir de services parallèles faisant la différenc

l'accès aux services indépendamment de la situation légale des nouveaux venus ne peut se détacher du respect des devoirs des citoyens et du respect des valeurs majoritaires de la société d'accueil. Rendre la cohabitation possible en tant qu'obligation du gouvernement municipal passe par l'intervention face à certaines situations qui la menacent et la mettent en danger.

Récupérer l'idée selon laquelle l'état est celui qui détient le monopole de la force, comme l'un des piliers sur lesquels se base la démocratie, est une valeur qu'il faut défendre avec courage, bien que nous sachions que ce n'est pas seulement avec une politique de sécurité que nous affronterons de façon appropriée le défi de l'immigration.

Enfin, je ne voudrais pas terminer mon intervention sans placer la réalité de Barcelone devant le fait migratoire dans sa juste mesure, étant donné que c'est un phénomène très nouveau pour nous et pour lequel nous essayons tout juste une stratégie propre. Cela est récent parce que l'immigration est un sujet politique nouveau pour nous car en 2000 les immigrants étrangers à Barcelone ne représentaient que 6% de la population. Aujourd'hui ils sont 15% et même si la croissance s'est ralentie, cette population continue à croître et nous ignorons l'horizon pour la prochaine décennie. (Il faut rappeler que la grande majorité de ces nouveaux Barcelonais sont arrivés en situation irrégulière).

Nous n'en sommes qu'au début et il faudra voir comment évolue la question des deuxième et troisième générations d'immigrés, leur participation démocratique, les risques de la concentration dans certains quartiers et autant d'inconnues que nous devons observer avec attention en les abordant politiquement de façon appropriée.

Je souhaiterais terminer mon intervention en faisant référence à mes premiers mots. Il est indispensable qu'à ce sujet comme pour d'autres, la vision des gouvernements locaux fasse partie du débat international. J'espère et je désire que dans le débat sur l'Immigration Internationale et le développement qui aura lieu en septembre dans le cadre du forum de l'Assemblée Générale des Nations Unies, l'impact sur les territoires d'accueil soit très présent dans les esprits, ainsi que les défis que cela impose aux

villes en tant qu'espace de cohabitation, bien au-delà des évaluations strictement structurelles qui sont liées à l'économie et la démographie.

J'espère et je désire que des échanges et réflexions collectifs comme ceux réalisés à ce moment nous donnent la clé de l'interprétation pour conserver l'essence des villes : être des espaces de cohabitation qui permettent un plus grand degré de bien-être, de liberté et de justice sociale.